

Questions orales

Compte tenu de tout cela, est-ce que le premier ministre ne veut pas reconsidérer la désindexation des pensions de ceux qui ont le plus besoin de cet argent? Est-ce qu'il ne veut pas être franc, et dire aux personnes âgées du pays qu'il va respecter l'engagement clair et net qu'il a pris durant la campagne électorale et depuis lors, qu'il ne touchera pas à leurs pensions?

Des voix: Bravo!

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, mon honorable ami vient de poser là une question délicate et importante, et on ne peut mieux formulée. Nous avons indexé intégralement le SRG. Nous avons indexé intégralement les avantages aux anciens combattants. Nous avons étendu les paiements aux veufs et aux veuves âgés de 60 à 64 ans. Nous avons étendu la portée des dispositions concernant l'invalidité pour en faire bénéficier environ 120,000 Canadiens de plus. Nous avons fait tout cela parce que nous essayons de rendre économiquement viables et durables les programmes sociaux du Canada. Ils sont gravement menacés par la dette foisonnante qui oblige maintenant le Canada à dépenser plus cher pour le paiement des intérêts que pour l'ensemble de l'infrastructure du bien-être social.

M. Guilbault (Saint-Jacques): Pourquoi faire payer les pauvres?

● (1140)

M. Mulroney: J'entends critiquer les libéraux—ceux-là qui avec leur programme des 6 et 5 p. 100 ont désindexé les pensions des personnes âgées de 6 et 5 p. 100. Voilà ce qui est mauvais.

* * *

[Français]

LA SÉCURITÉ SOCIALE

LA CONSULTATION DES PERSONNES ÂGÉES—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Jean-Claude Malépart (Montréal-Sainte-Marie): Monsieur le Président, j'espère que le très honorable premier ministre va continuer de répondre aux questions concernant les personnes âgées sur un ton plus solennel et plus respectable qu'il vient de le faire durant la dernière minute.

Monsieur le premier ministre, vous êtes d'accord pour admettre que lorsque vous avez déposé ce document en janvier, vous connaissiez la situation financière et que vous vous êtes engagé, auprès de la population et du Parlement, à ce que la réforme au niveau des programmes sociaux ne servirait pas pour réduire le déficit. Vous avez trompé la population une deuxième fois.

Pour vous permettre de vous «réchapper», est-ce que le très honorable premier ministre accepterait au moins de respecter un autre engagement qu'il a pris le 26 juillet à Sherbrooke, le huitième engagement, et je cite:

Consulter directement les groupes de personnes âgées au sujet des mesures législatives qui touchent à leurs intérêts.

Est-ce que vous êtes prêt à rencontrer tous les groupes des personnes âgées la semaine prochaine ou la suivante?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le document budgétaire dit clairement que le gouvernement va surveiller de près non seulement les opinions, mais l'évolution des faits, et nous allons prendre, en temps opportun, s'il y a lieu, et lorsqu'on sera en mesure de le faire, des mesures appropriées. Je pense que c'est écrit en toutes lettres. C'est un secret de polichinelle pour tout le monde.

J'ai mentionné hier que la position du député et de l'opposition officielle m'étonnait parce que vous disiez l'inverse il y a trois ans. Et par exemple, ce matin, en éditorial, on lisait: «Larmes de crocodile pour le parti libéral.» On dit: «Leur politique des 6 et 5 décrétée en période d'inflation galopante avait largement amputé le niveau des prestations aux personnes âgées.» C'est ce que vous avez fait d'une politique hypocrite et malhonnête et nous sommes en train maintenant de corriger la situation.

M. Malépart: Monsieur le Président, en réponse au premier ministre, comment voulez-vous que la population croie son deuxième document alors qu'il n'a même pas respecté sa parole et ses engagements ayant trait à ce document-là?

LES PERSONNES ÂGÉES—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Jean-Claude Malépart (Montréal-Sainte-Marie): Ma question supplémentaire au premier ministre est la suivante: Est-ce que le premier ministre serait assez honnête, s'il est capable de le faire intellectuellement, de faire comme le budget d'Allan MacEachen, alors qu'on mentionne que le budget des libéraux avait privé les plus démunis, et c'est faux... Et je vais lire le texte:

Les pensionnés les moins bien nantis doivent également être entièrement protégés contre le plafonnement du facteur d'indexation. Le Supplément de revenu garanti versé aux personnes âgées...

Une voix: Posez votre question supplémentaire!

M. Malépart: C'est ma question, monsieur, au premier ministre.

... à revenu modeste restera entièrement indexé. De plus, chaque bénéficiaire du Supplément de revenu garanti recevra un supplément compensant intégralement la limitation de l'indexation des paiements...

Pourquoi les personnes âgées... ce qu'elles veulent savoir, monsieur le premier ministre, qu'avez-vous contre les personnes âgées, surtout ceux et celles qui sont les plus pauvres? Qu'est-ce que vous avez contre elles pour ne pas leur avoir donné ce que les libéraux avaient donné?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, quelle question mesquine et hypocrite! Quelle honte de soulever une telle question! Les personnes âgées au Québec et au Canada savent fort bien qu'une relance économique est indispensable... qu'une relance économique est la pierre angulaire d'un programme de revenu garanti ou de sécurité sociale qui se respecte. Tous les Canadiens y compris et surtout les personnes âgées savent fort bien que nos programmes sociaux ont été mis en péril à cause de la dette nationale et la seule façon de s'en sortir, c'est par la création d'emplois.